



La Tribune

LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE

cyberpresse.ca

Windsor

Le parc Carmen Juneau deviendra une réalité
Page B1

Les sports

«Carbo» met fin à son lien avec le Canadien
Page C1



SHERBROOKE / MARDI 28 MAI 2002 / 93^e ANNÉE / NO 83

65¢ plus taxes, (Floride 1.75\$)

Aux trousses de Labonté

Un prisonnier mêlé à la disparition d'Isabelle Bolduc est relâché à Drummondville

Claude Plante
cplante@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Quand Daniel Labonté est sorti de prison, hier matin à Drum-

mondville, après avoir purgé sa peine dans l'affaire Isabelle Bolduc, un homme l'attendait pour le suivre à la trace.

Marcel Bolduc, le père de la jeune femme enlevée et séquestrée puis assassinée en 1996, a voulu assister à l'événement en personne. Il a suivi La-

bonté et pris des photos de l'individu. Dans sa poursuite, M. Bolduc a même été intercepté par la police!

«Je l'ai suivi quand il a pris le taxi et jusqu'à ce qu'il prenne l'autobus. Je voulais vraiment être certain qu'il parte. Je pense qu'il n'a pas aimé ça être

suivi comme ça et il a appelé la police», raconte le père de la défunte.

«J'ai été intercepté mais il ne s'est rien passé. Je voulais l'attendre à la sortie. J'ai pris des photos de lui. Il ne m'a pas parlé mais je pense qu'il m'a reconnu.»

Selon M. Bolduc, Labonté a pris le chemin de Disraeli, où il aurait de la parenté ou des connaissances. «Il est en probation pour un an. C'est qu'il est encore considéré à risque. Il est en li-

Voir **AUX TROUSSES DE LABONTÉ** en page A2

CHAMPIONS QUAND MÊME



Imacom, Jocelyn Riendeau

Carl Mallette et ses coéquipiers des Tigres de Victoriaville n'ont pu présenter la coupe Memorial aux quelques centaines de partisans venus les accueillir au Colisée des Bois-Francis en fin d'après-midi hier, mais ils se sont présentés avec la coupe du Président rappelant qu'ils sont toujours les champions de la Ligue de hockey junior majeur du Québec. Aucune cérémonie spéciale n'avait été prévue pour recevoir les champions sinon qu'on a laissé les partisans fraterniser avec leurs joueurs. L'occasion était belle pour les partisans d'afficher toute leur fierté. À LIRE EN C1 et C3

«L'heure juste» sur les lacs Massawippi et Lovering

Denis Dufresne
SHERBROOKE

Après des mois d'attente et passablement de pressions politiques, les riverains des lacs Lovering et Massawippi auront droit coup sur coup, cette semaine, à deux rapports sur les sources de contamination de leurs étendues d'eau, puisque le ministère de l'Environnement et la compagnie Intersan dévoilent chacun leur étude sur ce problème.

Pour les riverains et les élus locaux, il s'agit d'un dénouement quasi inattendu puisque, encore la semaine dernière, autant le cabinet du ministre de l'Environnement, André Boisclair, que le bureau régional du ministère disaient

ignorer à quel moment l'étude gouvernementale serait dévoilée.

«On trouve ça curieux!» lance Hélène Thérault, porte-parole de la Société de conservation du lac Lovering, qui se réjouit quand même de voir que les riverains pourront enfin connaître la cause de la contamination aux dioxines et aux furanes des sédiments et de certaines espèces de poissons des deux lacs.

Après le ministère

Le ministère de l'Environnement a en effet convoqué pour 13h demain le Comité de travail des citoyens à la MRC de Memphrémagog, puis verra les médias à 15h30, pour rendre publiques les grandes lignes de son étude.

Le lendemain, soit jeudi, ce sera au

tour de la compagnie Intersan, propriétaire du lieu d'enfouissement sanitaire (LES) du canton de Magog, de dévoiler en conférence de presse les résultats d'une analyse indépendante commandée au réputé éco-toxicologue, le Dr Raymond Van Coillie, de l'université Laval.

Curieusement, Intersan avait d'abord convoqué les médias pour ce matin, soit la veille de la conférence de presse du ministère de l'Environnement, avant de reporter la rencontre à jeudi.

Le porte-parole de la compagnie, Pierre Miquelon, a toutefois nié que ce changement ait été décidé à la demande du ministère de l'Environnement.

«C'est purement logistique», a-t-il assuré.

De son côté, la responsable des communications au bureau régional du ministère de l'Environnement, Hélène Beauchesne, a avoué en début de matinée ne pas être au courant qu'Intersan avait convoqué les journalistes pour aujourd'hui, à l'origine, afin de dévoiler les résultats de sa propre étude.

«On l'ignorait! Nous, on convoque les médias à 15h30 mercredi», a-t-elle déclaré, peu avant qu'Intersan avise les médias du report de sa conférence de presse à jeudi matin.

Seulement les principaux résultats

Mme Beauchesne précise par ailleurs que le ministère ne rendra publics que «les principaux résultats, mais pas l'étude au complet, parce qu'elle n'est pas encore disponible et qu'il reste une validation scientifique à faire».

Les analyses, très poussées, ont été réalisées à l'été et à l'automne 2001, à la suite de premières observations, effectuées en 1999, qui avaient démontré un problème de contamination des poissons et des sédiments des lacs Lovering et Massawippi.

Voir «L'HEURE JUSTE» SUR LES LACS en page A2

Coderre lui aussi dans le pétrin

Il doit expliquer son séjour au condo du patron d'Everest

Isabelle Rodrigue (PC)
OTTAWA

Après Don Boudria, voilà que c'est au tour du ministre de l'Immigration, Denis Coderre, de devoir expliquer comment il s'est retrouvé à séjourner dans une propriété du président de la firme de publicité Groupe Everest, Claude Boulay.

M. Coderre confirme qu'il a demeuré dans le condominium de l'Île-des-Sœurs de M. Boulay en 1997, pour une période de six semaines après son élection aux Communes. Mais le ministre de l'Immigration affirme du même souffle que si, lors d'une entrevue donnée au Globe & Mail en 2000, il avait nié ce séjour, ce n'était «strictement qu'un malentendu».

«Quand on m'avait posé la question à l'époque, c'était dans ma tête comme fonction de ministre pour un et deuxièmement, est-ce qu'on t'a passé les clés, tiens va-t-en, prends le condo et that's it». Non, ce n'était pas ça», a expliqué le ministre Coderre à sa sortie des Communes, rappelant qu'il était simple député en 1997.

M. Boulay, dont la compagnie obtient de nombreux contrats du fédéral, avait également loué son chalet à la famille de l'ex-ministre des Travaux publics, Don Boudria. L'affaire a plongé le ministre dans l'embarras, poussant le premier ministre Jean Chrétien à le rétrograder lors du remaniement de dimanche.

M. Coderre a fait valoir qu'il a utilisé le condo de M. Boulay alors que son couple traversait un moment difficile. «Lorsque j'ai été élu en 1997 pour la première fois, un mois plus tard, j'ai eu un problème majeur avec mon propre mariage et Claude Boulay est un ami (...) il m'a mis la main sur l'épaule, j'étais dévasté, il m'a dit Denis viens à la maison, je ne veux pas te laisser tout seul», a ajouté M. Coderre.

Contrat d'un demi-million

Tout au cours de la période de questions, hier, les partis d'opposition ont fait ressortir les liens entre les deux hommes. Le Bloc québécois a rappelé que l'une des premières décisions de M. Coderre à titre de secrétaire d'Etat au Sport amateur, en mai 2000, a été d'annoncer une vaste consultation. Le contrat d'un demi-million avait alors été accordé au Groupe Everest, une décision qualifiée de «retour d'ascenseur» par le Bloc.

«Je demande ceci au ministre de l'Immigration: Est-ce qu'il n'a pas nié avoir séjourné une première fois au condo de Claude Boulay parce qu'il savait très bien qu'il s'était placé dans une position intenable en accordant des contrats dès qu'il a été nommé ministre?» a interrogé Michel Gauthier, leader du Bloc en Chambre.



Denis Coderre, ministre de l'Immigration du Canada

L'article 23 du code encadrant la conduite des titulaires de charge publique adopté par le gouvernement Chrétien en 1994 stipule que «le titulaire d'une charge publique doit éviter de se placer ou de sembler se placer dans des situations où il serait redevable à une personne ou à un organisme, ou encore au représentant d'une personne ou d'un organisme, qui pourrait tirer parti d'un traitement de faveur de sa part».

Autre affaire de rapport perdu à Ottawa (A8)

Suprem Automobile

4620, boul. Bourque Rock Forest • (819) 821-9272



Météo



Variable Max.: 25 Min.: 7

Lever du soleil: 5h04 Coucher: 20h23

Index

Ann. classées.....	D3	Mot perdu.....	D4
Arts.....	D1	Mots croisés.....	D3
Décès.....	D5	Opinions.....	A6
Éphémérides.....	D5	Ricard.....	C7
Loteries.....	A3	Sports.....	C1
Météo.....	D5	Vézina.....	D7

2002

Sherbrooke

LaTribune

écrit l'histoire
au quotidien

À LIRE DEMAIN

Le CHUS décerne ses prix



Lise Thibeault sera présente.

La Tribune
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8
www.cyberpresse.ca

PRÉSIDENT ET ÉDITEUR Raymond Tardif	VICE-PRÉSIDENT FINANCES ET ADMINISTRATION René Morin
RÉDACTION (819) 564-5454 Télécopieur 564-8098 redaction@latribune.qc.ca	PUBLICITÉ (819) 564-5450 Télécopieur 564-5482
RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier	DIRECTEUR François Fouquet
DIRECTEUR DE L'INFORMATION Michel Morin	ADJOINTS Alain LeClerc Christian Malo
ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau	ANNONCES CLASSÉES (819) 564-2222 Télécopieur 564-5482
TECHNOLOGIE ET INFORMATIQUE	Lundi au jeudi : 8 h 30 à 16 h 30 (au bureau) 8 h 30 à 19 h 30 (au téléphone) Vendredi : 8 h 30 à 16 h 30 (au bureau)
DIRECTEUR René Béliveau	ABONNEMENT ET TIRAGE (819) 564-5466 Sans frais 1 800 567-6955
ADJOINT Stéphane Garant	DIRECTEUR André Custeau
PRODUCTION	ADJOINT Serge Nadeau
DIRECTEUR André Roberge	
ADJOINTS Steeve Rancourt Michel Doyon	

Un palmarès des hôpitaux en septembre

Gilles Fiset
gfisette@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

C'est à partir de septembre que les Québécois pourront prendre connaissance dans les médias du bulletin de performance des établissements de santé.

C'est ce qu'a déclaré, hier soir, le ministre d'État à la santé et aux services sociaux, François Legault, alors qu'il agissait à titre de conférencier-vedette au souper bénéfice du Parti québécois du comté de Sherbrooke.

Devant les deux cents convives, il a expliqué être à mettre en forme son indicateur de performance des établissements de santé. Des performances, a-t-il ajouté, qui ne se baseront bien sûr pas sur la profitabilité de l'institution mais bien sur la qualité des services, leur accessibilité et sur leur efficacité.

«On va se donner des règles d'imputabilité», a-t-il lancé en ajoutant que la population était en droit de demander des comptes.

Dans son discours, le ministre a imaginé le présent contexte dans lequel se débat le Parti québécois en faisant une analogie avec la mer. Marie Malavoy qui l'a précédé au micro avait donné le ton en utilisant les mêmes images. Pour eux, on peut dire qu'il y a effectivement de la vague en surface. Mais, ont-ils ajouté, il ne faut pas se contenter de demeurer à la surface des eaux. Il faut aussi aller en profondeur. Et, a poursuivi M. Legault, il faut se méfier du chant des sirènes libérales et adéquistes et des médias qu'il a égra-



Le ministre d'État à la santé et aux services sociaux, François Legault, a pu échanger avec la 1ère vice-présidente du parti, Marie Malavoy, ainsi qu'avec le président du PQ de Sherbrooke, Frédéric Tremblay.

tignés à quelques occasions. À l'ADO, il a d'abord reproché la proposition d'émettre des bons d'éducation, de l'argent qui serait versé aux parents afin qu'ils aient un moyen d'influence sur leur école. Cela, a-t-il expliqué, irait à l'encontre du principe cher aux Québécois de solidarité puisqu'il ne

prévoit pas l'injection de fonds supplémentaires, là où le besoin de ressources est le plus grand: dans les secteurs plus démunis.

De même, il s'en est pris aux menaces que fait peser l'ADO sur le régime d'assurance-maladie actuel. Il dit d'ailleurs être déconcerté devant l'absence de réaction des Québécois à la proposition adéquistes de créer un système à plusieurs vitesses où les riches paieraient pour avoir accès plus rapidement aux services.

«Peut-on permettre que des gens se retrouvent en faillite parce qu'ils sont tombés malades? Ce n'est pas ça la solidarité» a-t-il déclaré.

De Jean Charest, il a surtout insisté sur ses promesses de baisse d'impôts et d'abolition de la taxe sur le capital. Pour M. Legault, il y a à un manque de cohérence flagrant avec une volonté d'au moins maintenir les services à la population.

«L'abolition de la taxe sur le capital, c'est 1,8 milliard \$. Ramener les impôts au niveau de l'Ontario, c'est 4,2 milliards. Comment pourrait-il maintenir les services actuels. On a fait des choix au Québec: les garderies à 5 \$, les frais de scolarité qui sont la moitié de ceux de l'Ontario; les tarifs d'électricité plus bas. On a fait des choix. Il faut être cohérent.

Finalement, comme des intervenants de la salle, le ministre s'en est aux médias, leur reprochant notamment d'être fédéralistes, de taire le discours souverainiste des députés et des ministres du P.Q., de publier sans cesse le compte-rendu de l'engorgement des urgences alors que, dit-il, la population est satisfaite à 95 pour cent des services de santé.

AUX TROUSSES DE LABONTÉ

Suite de la page A1

berté surveillée et sous conditions: il ne doit consommer ni drogue ni boisson et il ne doit pas se trouver en présence de personne ayant des antécédents judiciaires», explique M. Bolduc, ayant pris ses renseignements auprès de la Commission des libérations conditionnelles.

«Pour être remis en liberté, Labonté devait fournir une adresse permanente où il devra demeurer. Il devra se rapporter à la police (une fois par mois). Je tenais à ce que les gens de Disraeli sachent que Labonté est rendu chez eux...»

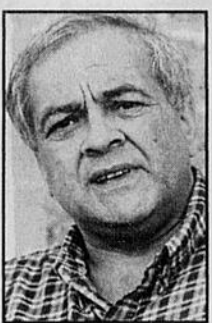
Une triste fin

L'affaire Isabelle Bolduc avait fait vibrer la région estrienne, mais aussi tout le Québec, il y a presque déjà six ans.

La jeune femme rentrait à pied à la maison par une belle nuit d'été et déambulait sur la 12e avenue Nord, à Sherbrooke, lorsqu'elle a été enlevée par des individus qui l'ont violée et torturée dans un appartement, avant de la tuer à coups de barre de fer.



Daniel Labonté



Marcel Bolduc

On l'a retrouvée dans un boisé de Fleurimont, où ils ont abandonné son corps.

Les deux autres accusés dans cette sordide affaire, Marcel Blanchette et Jean-Paul Bainbridge, qui étaient sous le coup d'une libération conditionnelle à ce moment, sont en prison pour encore une vingtaine d'années.

Bainbridge se trouve aussi au centre de détention de Drummondville, une institution où on envoie les détenus pouvant difficilement s'intégrer au monde carcéral conventionnel, au dire de M. Bolduc. Lors de son procès, La-

bonté avait plaidé coupable à des accusations de séquestration.

Il aurait pu prendre sa liberté il y a deux ans, continue Marcel Bolduc, qui avait fait des libérations conditionnelles un cheval de bataille à la suite de la mort de sa fille. Mais des déclarations menaçantes avaient fait reculer la commission en 2000, rapporte-t-il.

«Labonté avait déclaré à son agent de libération conditionnelle qu'il voulait tuer une quinzaine de personnes. C'est pour cela qu'il a écopé d'un an de probation à sa remise en liberté.»

M. Bolduc n'a pas su si son nom faisait partie de la liste des personnes dans la mire de Labonté à l'époque.

Marcel Bolduc ne croit pas que les choses se sont améliorées du côté des libérations conditionnelles, malgré tout le travail accompli depuis les événements malheureux de 1996. On n'a qu'à penser au dossier Mario Bastien, cet homme ayant pu passer à travers les mailles du système avec les résultats que l'on sait.

«L'HEURE JUSTE» SUR LES LACS

Suite de la page A1

Mme Beuchesne refuse toutefois de divulguer la moindre information sur les conclusions de l'étude, ni sur les sources de contamination.

Le porte-parole d'Intersan rappelle pour sa part que la compagnie a procédé à des prélèvements dans des eaux souterraines et des puits sur sa propriété et aux abords de celle-ci, d'août à novembre 2001, dans le cadre d'une analyse «complémentaire à une évaluation récemment effectuée par le ministère de l'Environnement du Québec».

«Nous avons eu recours à des experts indépendants. L'auteur de l'analyse, le Dr Raymond Van Coillie, un spécialiste en éco-toxicologie de grande réputation, sera là jeudi», dit Pierre Miquelon.

Ce dernier soutient qu'Intersan n'a pas voulu couper l'herbe sous le pied du ministère de l'Environnement en publiant sa propre étude.

«Pas du tout! Ils ont fait leur étude, on a fait la nôtre, des informations ont même été échangées», mentionne-

Quant aux résultats de l'étude d'Intersan, M. Miquelon les qualifie «d'encourageants».

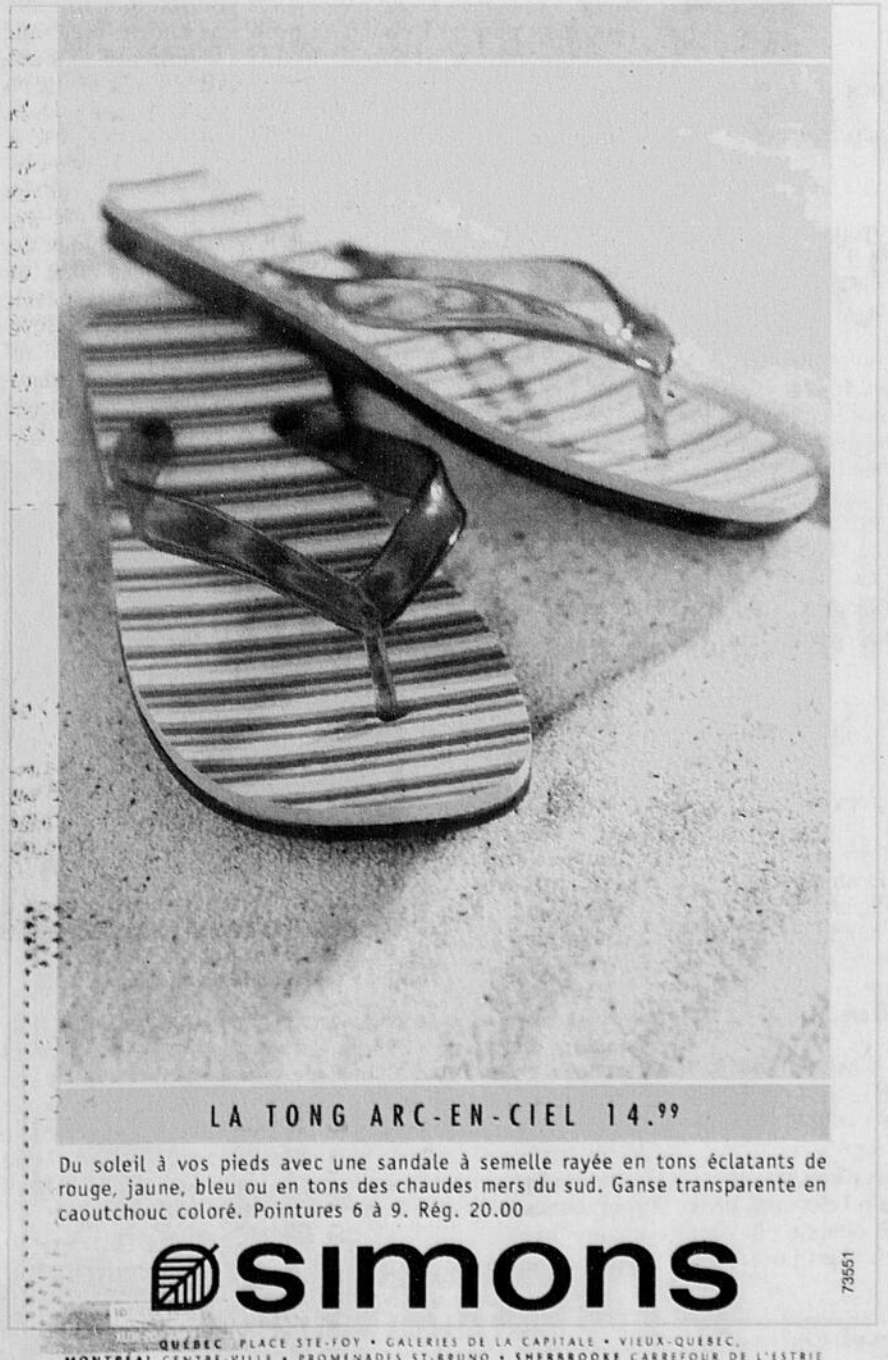
«Disons que c'est une étude qui répond aux attentes qu'on avait», dit-il.

Impact important pour la région

Quoi qu'il en soit, les conclusions de ces deux études seront déterminantes pour l'avenir du LES (lieu d'enfouissement sanitaire) d'Intersan, le projet d'agrandissement de la compagnie et le plan de gestion des matières résiduelles de la MRC de Memphrémagog.

Le projet d'agrandissement, évoqué depuis plusieurs années, est destiné à prolonger la durée de vie utile du LES de 30 ans et à en porter la capacité annuelle de 150 000 à 300 000 tonnes.

La compagnie, dont les installations actuelles arriveraient à capacité en 2003, souhaiterait la tenue d'audiences publiques sur son projet dès septembre prochain.



LA TONG ARC-EN-CIEL 14.99

Du soleil à vos pieds avec une sandale à semelle rayée en tons éclatants de rouge, jaune, bleu ou en tons des chaudes mers du sud. Gansse transparente en caoutchouc coloré. Pointures 6 à 9. Rég. 20.00

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTREAL CENTRE-VILLE • PROMENADES ST-BRUNO • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE



LA GUEPIÈRE

LE BALCONNET SOLEIL CINQ POSITIONS 31.99

Économisez 25% sur le balconnet signé Triumph qui vous offre les 5 options les plus mode de l'été pour un décolleté absolument irrésistible. Avec ses bonnets mousse prémoulés, sans couture et ses bretelles totalement ajustables, vous êtes assurée d'une silhouette toujours impeccable. Un essentiel sous toutes vos tenues. Ivoire ou noir. 32-34A, 32 à 38B, 32 à 36C. Rég. 44.00

bandeau
épaules dégagées
décolleté plongeant
une épaule nue

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTREAL CENTRE-VILLE • PROMENADES ST-BRUNO • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE



Le champion

Il n'a jamais pensé qu'il gagnerait un jour sa vie à diriger une équipe de hockey. Parce qu'avant d'être entraîneur au hockey, il est d'abord et avant tout un ingénieur forestier. Métier qu'il exerce d'ailleurs toujours avec autant de passion, encore aujourd'hui, à la tête de sa propre firme. C'est peut-être ce qui explique que Mario Durocher est devenu en l'espace de quelques années seulement le meilleur entraîneur de hockey junior au Québec: il dirige sans pression.

«En tout cas, je n'ai pas la pression de quelqu'un qui fait juste ça (pour gagner sa vie). Alors, je n'ai pas à mettre à mon tour de la pression sur les joueurs parce que je dois absolument gagner...», m'expliquait-il à son retour à Victoriaville, hier.



Imacom, Jocelyne Rienteau
Les Tigres et leur entraîneur Mario Durocher ont été chaudement accueillis hier à Victoriaville, après leur solide performance en coupe Memorial. Mario (premier à gauche) a aussi eu la joie d'apercevoir son épouse, Diane Losier, et ses parents, Réal et Jocelyne Durocher, au sein du comité d'accueil.

Pression ou pas, Mario Durocher devrait devenir cette semaine l'entraîneur le mieux payé de la Ligue de hockey junior majeur du Québec. L'équipe qui voudra s'assurer le talent et l'expertise de l'homme qui aura 39 ans le 15 juin devra maintenant le payer à sa juste valeur. Et comme les meilleurs entraîneurs du circuit cette saison touchaient entre 50 et 60 000 dollars - «j'étais loin de ça», m'a-t-il confié -, c'est le minimum que l'on devra vraisemblablement offrir à Mario Durocher pour s'assurer ses services. Tout simplement parce qu'il est devenu le meilleur de sa profession au Québec et peut-être même au pays. Son palmarès parle de lui-même. Pour cela, on devra aussi couler un contrat à son nom dans le ciment pour quelques années.

«Je n'ai pas d'agent et je vais négocier moi-même ce contrat. Sauf que je me ferai conseiller par un homme de loi lorsque viendra le temps de coucher cela sur papier...», dit-il.

C'est que Mario Durocher a eu sa leçon. Il y a quelques années, les Castors de Sherbrooke l'ont mis à la porte, comme un moins que rien, en même temps que l'entraîneur-chef Guy Chouinard, dont il était l'adjoint et le grand ami. Non seulement a-t-il difficilement encaissé le coup, mais on raconte qu'il a eu toute la misère au monde à faire respecter son contrat au plan monétaire.

Cet affront, le champion, comme l'appelle affectueusement son père Réal, qui compte 40 années de service au quotidien *La Tribune*, ne l'a jamais pris. Aujourd'hui, c'est lui qui se retrouve en position de force puisque les *ca-ca...s-tors* - elle n'est pas de moi, mais plutôt d'une fan des Tigres - le supplient maintenant de les sortir du merdier dans lequel ils se sont enfoncés depuis, eux qui ont été la risée de la LHJMQ la saison dernière.

Les Tigres de Victoriaville, pour leur part, voudraient bien retenir les services de Mario Durocher... s'ils en ont les moyens. Une partisane de l'équipe a d'ailleurs voulu lui faire signer un contrat en blanc lorsqu'il est descendu de l'autobus qui ramenait l'équipe à Victoriaville. «Tiens, signe ici comme quoi tu reviens avec nous et l'on s'entendra sur les modalités plus tard», a-t-elle lancé à Mario Durocher en lui présentant une feuille blanche et un stylo.

Autour, tout le monde s'est esclaffé.

0-0-0

Mario Durocher a toujours gagné dans la vie. Toujours. Au hockey comme ailleurs. «Il a toujours été un enfant modèle. C'est un champion», répète son père.

Au Séminaire Salésien, me disaient d'ailleurs Jocelyne et Réal, ses parents, il était un premier de classe. Sans même avoir à faire des efforts pour étudier. Il s'est même envoyé les sciences pures derrière la cravate au niveau collégial avant de devenir ingénieur forestier. Pour cela, il a complété son cours universitaire en anglais à l'Université de la Colombie-Britannique, après l'avoir amorcé à Québec. En plus d'étudier à UBC, il s'est également aligné pour l'équipe de hockey de cette université!

La Colombie-Britannique et ses arbres géants, Mario Durocher en rêvait. Parce que la forêt, c'est sa passion, au même titre que le hockey. Alors, pas question de faire un choix; il conserve les deux. Cette année, il dirigeait tout de même sa compagnie d'ingénierie forestière depuis son petit appartement de Victoriaville. Son bureau se trouve à la maison, à Fitch Bay, quelque part à travers les piles de trophées de sport qu'il a accumulés au fil des ans. Son bras droit, Alain Lachance, s'occupe de faire rouler la compagnie quand le patron fait du hockey.

Hier soir, pour la première fois depuis deux semaines, Mario Durocher est rentré dormir à la maison, aux abords du lac Memphrémagog, à Fitch Bay. Mario y a fait construire la maison de ses rêves il y a une douzaine d'années.

Ce matin, avant d'aller prendre l'avion pour Toronto, où on pourrait lui offrir un poste au sein de l'équipe nationale junior du Canada en vue des prochains championnats du monde, Mario Durocher ira marcher dans sa forêt. Histoire de se ressourcer. De refaire ses forces. De réfléchir aussi parce qu'il aura une importante décision à prendre cette semaine: demeurera-t-il à Victoriaville ou acceptera-t-il le défi qu'on lui offre dans sa ville natale, à Sherbrooke?

Diane Losier, son épouse, pas plus que ses parents d'ailleurs, ne tentera nullement d'influencer son choix.

«C'est un choix qu'il doit faire pour lui», dit-elle.

«Moi, je n'ai plus rien à lui apprendre, dit son père. Il est assez grand pour faire ses choix. Quand il était petit, je lui ai appris qu'il devait travailler très fort pour réussir. C'est ce qu'il a fait pour m'enlever la rondelle une première fois sur une patinoire. C'est ce qu'il a fait également pour me battre au tir du poignet pour la première fois, un soir qu'il revenait du Séminaire Salésien. Aujourd'hui, je n'ai plus rien à lui apprendre. Tout ce que je veux, c'est qu'il soit heureux.»

«Mais c'est bien sûr que cela nous ferait un petit velours s'il revenait "coacher" dans sa ville natale...», a tout de même osé sa maman.

Heureux, Mario Durocher l'a été à Victoriaville. Pourrait-il l'être aussi à Sherbrooke, où l'équipe est dirigée de façon malhabile par un propriétaire américain qui est tanné de perdre de l'argent et par un directeur général qui a construit la pire équipe du circuit la saison dernière?

Rien n'est moins sûr.

mgoupil@latribune.qc.ca

La Fête aurait épuisé un bas de laine de 150 000 \$

Malgré la turbulence, Molson revient comme commanditaire principal

Luc Larochelle
llarochelle@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Une subvention fédérale substantielle, accordée en 1998, aurait permis à la Fête du lac d'éponger des déficits chroniques durant quelques années. Le bas de laine que l'organisation s'était constitué, et qui aurait déjà atteint 150 000 \$, a commencé à fondre après qu'Ottawa eut réduit sa contribution annuelle de 250 000 à 25 000 \$.

Les analyses comptables en cours porteraient cependant à croire qu'avec une gestion financière plus serrée, l'événement peut survivre. Le premier signe encourageant est qu'en dépit de la zone de turbulence que traverse actuellement la Fête, son principal partenaire privé, la Brasserie Molson, confirme sa participation à l'édition de cette année.

Des spécialistes en administration et des bénévoles prêts à reprendre du service au sein de l'organisation continuent à examiner les chiffres pour reconstituer le passé et essayer surtout de préparer un budget réaliste pour l'édition 2002, qui aura lieu dans moins de deux mois.

Des ententes auraient été prises avec les gérants d'artistes afin de garantir la présentation de spectacles musicaux. Les négociations seraient également complétées avec les firmes d'artificiers devant participer à la compétition de feux d'artifice.

«Notre relation d'affaires avec la Fête se poursuit et nous avons les mêmes ententes qu'au cours des éditions précédentes. C'est un événement important pour Molson et

nous estimons également qu'il l'est pour les citoyens de la région sherbrookoise», confirme le directeur des commandites et événements chez Molson, Michel Perras.

Ce dernier n'a pas voulu dévoiler le montant qui sera versé en argent à l'organisation. Il se limite à parler d'une «contribution substantielle». Molson est le plus important partenaire privé de la Fête.

La présidente du conseil de l'arrondissement 6, Dany Lachance, s'est réjouie de cette nouvelle, affirmant qu'il devenait impératif de garantir aux commanditaires et aux fournisseurs de la Fête un encadrement administratif adéquat. Techniquement, l'événement relève de l'arrondissement 6.



Dany Lachance

Des pratiques inacceptables

La conseillère Lachance s'est fermement élevée contre les pratiques administratives du directeur général, Deny Grimard, qui a détourné depuis l'automne dernier les chèques de commanditaires vers des créanciers, pour éviter que ces montants ne soient saisis par le fisc.

«On ne peut d'aucune façon cautionner de telles initiatives. Lorsqu'il a senti la soupe

trop chaude, M. Grimard aurait dû demander de l'aide. Même s'il n'a pas agi avec malice, on ne peut s'arroger des pouvoirs pour ménager le chou, la chèvre et la corde», a-t-elle commenté.

La présidente du conseil d'arrondissement est disposée à jouer pleinement le rôle que la Ville a confié à son organisation.

«Nous exigeons qu'un représentant de l'arrondissement, un élu ou un gestionnaire, obtienne un siège votant au sein du conseil d'administration en voie d'être formé. Si la Fête du lac est supervisée à partir de l'administration centrale, toute la gestion du parc Jacques-Cartier devra l'être. C'est le dossier qui exige le plus de coordination entre les groupes qui utilisent le parc», a affirmé Mme Lachance.

Elle dit ne pas avoir encore entendu parler des demandes qu'adresseraient à la Ville les gens qui s'emploient à redresser les finances de la Fête du lac. Il semble cependant évident que l'organisation réclamera de la municipalité qu'elle efface une facture de l'ordre de 7000 \$ pour des travaux excédant l'offre de services de 25 000 \$ inscrite dans le contrat liant les deux parties. Ces travaux avaient été nécessaires pour la remise en état du parc au lendemain de l'édition boueuse de 2001.

La facture équivaut à peu de chose près aux 7500 \$ que la Ville doit à l'organisation, pour le deuxième paiement d'une subvention de 15 000 \$. Cette somme est retenue jusqu'à ce que les états financiers soient déposés. En effaçant la dette de services, la Fête recevrait de nouvelles liquidités avec la commandite de la Ville pour soulager quelques créanciers.



La Fête du lac a déjà touché de substantielles subventions du gouvernement fédéral pour soutenir la présentation de feux d'artifice, mais comme les spectacles de feux d'artifice se sont multipliés à la grandeur du pays, le fédéral a décidé d'y consacrer moins d'argent.

La Tribune, archives

«Everest n'est pas une courroie de chèques»

Luc Larochelle
llarochelle@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le groupe Everest n'est pas une police d'assurances pour recevoir des chèques du gouvernement fédéral! C'est ainsi que le vice-président exécutif de l'entreprise, Claude Lacroix, réagit aux insinuations du député bloquiste, Serge Cardin, à propos de l'aide financière reçue par la Fête du lac.

Ce dernier a relevé que la Fête a reçu une subvention appréciable d'Ottawa avec le groupe Everest dans le décor, mais la somme a chuté de manière drastique depuis que ce

dossier est piloté par Groupaction. La contribution fédérale de 250 000 \$ que la Fête a touchée, en 1998, n'est plus que de 25 000 \$.

Claude Lacroix affirme qu'il est simpliste et inapproprié de lier ces montants à des considérations politiques.

«Si on croyait tout ce que se raconte actuellement, on n'aurait qu'à rester chez nous et à attendre l'argent d'Ottawa! Nous n'avons pas travaillé avec les gens de la Fête du lac à monter le concept médiatique des Grands feux Molson avec la garantie d'obtenir des fonds fédéraux. Everest n'est pas une courroie de chèques. La contribution a été réduite parce que les spectacles de feux d'artifice se sont multipliés à la grandeur du pays et que le

fédéral a décidé d'y consacrer moins d'argent. Il faut arrêter de voir des complots politiques partout», a-t-il répliqué hier.

En plus d'agir comme gestionnaire de la commandite fédérale, le Groupe Everest a rendu pour 36 000 \$ de services professionnels à la Fête du lac en 1998, selon les chiffres fournis hier par M. Lacroix. L'année suivante, la facture s'est élevée à 79 000 \$, avant de chuter à 2000 \$ pour les éditions 2000 et 2001, années au cours desquelles la supervision du financement de la Fête du lac a relevé de Groupaction.

«C'est normal que nos honoraires aient diminué si l'organisation avait moins de ressources financières», précise à ce sujet M. Lacroix.

Eveden Hegic court toujours

Claude Plante
cplante@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

On est toujours sans nouvelles de Eveden Hegic, cet individu de 24 ans considéré comme très violent et recherché pour avoir enlevé, séquestré et puis battu son ex-compagne, vendredi dans l'Ouest de Sherbrooke.

Les policiers du Service de police de Sherbrooke (SPS) sont portés à croire que l'homme pourrait se trouver dans la région, plus précisément en se terrant chez des connaissances.

À ce sujet, le porte-parole Michel Martin lance un avertissement à ceux qui seraient tentés de couvrir l'individu recherché. Ceux-ci s'exposent à de graves problèmes avec la justice.

«Les gens qui pourraient le cacher chez eux peuvent être poursuivis pour complicité après le fait, dit-il. Aux yeux de la Cour, c'est aussi pesant que le fait lui-même.»

«On a pu le voir récemment dans un cas de

délit de fuite mortel. Des gens abritaient la personne recherchée. Ils sont en attente de leur procès.»

«Nous pensons que ça pourrait être le cas actuellement» pour ce qui est de Hegic.

Rappelons qu'un mandat a été émis contre Hegic, un Bosniaque qui avait déjà été interpellé par les policiers, la semaine dernière, car il ne cessait de harceler son ancienne compagne, Sedina Turkovic, âgée de 26 ans, elle aussi d'origine bosniaque.

Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, le suspect aurait d'abord battu violemment le nouvel ami de Mme Turkovic, 26 ans, puis il a enlevé cette dernière et l'a forcée à prendre place dans un véhicule.

Quand on l'a retrouvée, vendredi avant-midi dans l'Ouest de Sherbrooke, elle avait été battue.

Plusieurs informations sont parvenues aux policiers au cours de la fin de semaine, mais les vérifications n'ont rien donné, signale-t-on au SPS.

Elvedin Hegic est un individu massif comme un poids lourd. Cheveux et yeux foncés, il mesu-

re 1,80 m (cinq pieds et 11 pouces) et pèse dans les 90 kilos (200 livres).

Toute information peut être transmise aux autorités du SPS, 821-5555 ou 821-5544. Il fait l'objet d'un mandat d'arrestation d'envergure nationale pour ces incidents et d'autres délits.

lotto-québec Résultats
1VA, le résultat des tirages

PANCO	Quintessence
Tirage du 2002-05-27	Tirage du 2002-05-27
03 11 15 17 23	152 1579
26 30 31 34 40	Extra
44 47 48 52 58	Tirage du 2002-05-27
61 62 63 65 67	NUMÉRO: 079093

Les modalités d'investissement des tirages garantis sont en vente des lotos. En cas de départ en vacances, le loto officiel de L.Q. cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **1866 525-8888**

CE MARDI 28 525 VOITURES ET CAMIONS LIQUIDÉS POUR LES PETITS PAIEMENTS



ET PLUSIEURS AUTRES MARQUES

AUTORISÉS ST
SOUS LE GRAN

**POURQUOI
LOUER QUAND
VOUS POUVEZ
ACHETER?**

AUCUN COMPTANT
AUCUNS FRAIS DE
TRANSPORT/PRÉPARATION

PARCE QUE
TOUT EST COMPRIS

LE GROUPE **Bec**

BÉNÉFICIE AUJOUR
DURANT 12

D'ENTENTES ET DE TERM
EXCEPTIONNELLEM
PAR LES INSTITUTION
EN RAISON DE SON V

Beau temps, mauvais temps, ce mardi de 9 h à 21 h

DE MONTRÉAL • GRANBY • STE HYACINTHE
Autoroute 10, sortie Sherbrooke • Autoroute 410, sortie Rock Forest

LES TERMI
ROCK F

BOULEVARD

28 MAI 2002

VOitures DE TOUTES MARQUES

EN ACHAT

OU EN LOCATION

**STRICTEMENT
AND CHAPITEAU**



INFINITI



Cadillac



KIA



Oldsmobile

ET PLUSIEURS AUTRES MARQUES

Leucage

MAINTENANT

12 HEURES

**TERMES «PRIVILÈGES»
UNIQUEMENT OCTROYÉS
EN FONCTION DES
CONDITIONS FINANCIÈRES
ET DU VOLUME D'ACHAT.**

**LES PETITS PAIEMENTS
D'UNE LOCATION
AVEC LES AVANTAGES
DE L'ACHAT!**

AUCUNE VALEUR RÉSIDUELLE À PAYER
AUCUNE LIMITE DE KILOMÉTRAGE À RESPECTER
AUCUNE RESTRICTION À LA REVENTE

**PARCE QUE VOTRE VÉHICULE
EST BIEN À VOUS**

ARRASSES FOREST

Beau temps, mauvais temps, ce mardi de 9 h à 21 h

DE QUÉBEC • DRUMMONDVILLE • VICTORIANVILLE
Autoroute 55, sortie Sherbrooke • Autoroute 410, sortie Rock Forest

D'ARROUEN

PRÉSIDENT ET ÉDITEUR Raymond Tardif
 RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier
 DIRECTEUR DE L'INFORMATION Michel Morin
 ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau

Opinions

Quand le dégoût s'installe: attention!

Les résultats du sondage SOM-La Presse-Le Soleil publiés samedi, s'ils ne surprennent pas trop, portent quand même à réfléchir. Depuis quelques semaines, l'avance de l'ADQ ne faisait aucun doute. La descente aux enfers du PQ non plus et maintenant, voilà que pour réellement confirmer l'avance de l'ADQ, il fallait bien finir par grignoter du côté du PLQ. C'est fait.

Les sondages sont comme des thermomètres, ils donnent une indication précise, mais sans explications. À nous d'y voir clair. Les Français, récemment insatisfaits de leur gouvernement, l'ont menacé et de la bonne manière: ils voteraient Le Pen. Je ne veux pas du tout comparer M. Dumont à Le Pen, il n'en est aucune question. Cependant, les peuples utilisent ce qu'ils ont sous la main pour faire comprendre leur ras-le-bol.

Que reproche-t-on au gouvernement et à l'opposition puisque actuellement les deux camps reçoivent le même avertissement, si nous en sommes encore à «un avertissement»? La gouvernance d'Ottawa a-t-elle aussi un impact sur l'attitude et les com-

portements des Québécois? À Ottawa aussi, on a affaire à un Premier ministre d'origine québécoise et un parti qu'on retrouve au Québec. Chose certaine, les trois partis (PLC, PLQ et PQ) ont en commun un manque de renouveau tant au niveau des individus qu'au niveau des idées et, pire, depuis un certain temps, en particulier à Ottawa, mais à un moindre degré à Québec, une odeur de corruption empoisonne le climat.

Bernard Landry, parfaitement conscient de la nécessité de changement, a voulu confier à deux piliers de la première heure, Guy Chevrette et Jacques Brassard des postes moins importants. Résultat: ces messieurs ont fait part de leurs états d'âme entraînant la presse à blâmer Bernard Landry en l'accusant de pratiquer l'âgisme. Quant à David Cliche, le rendement ne correspondait pas aux attentes, alors... C'est un effet malheureux du pouvoir: les ministres ne se voient pas ailleurs et c'est tout. Ils ne sont plus là pour la population, ils sont là pour leur gloire. C'est vrai partout dans toutes les sphères de pouvoir. Pour un Premier ministre au Québec, c'est plus difficile de disposer élégamment des ministres à changer. Jean Chrétien a d'autres portes



Nicole DORIN

de sortie, Alfonso Gagliano en est l'exemple.

L'autre problème du PQ est son article 1: l'indépendance à tout prix. Succédant à Lucien Bouchard, M. Landry était pris dans le contexte de manifester en toutes occasions, envers et contre tous, son désir de faire l'indépendance. Il l'a fait, mais c'était évident pour lui que ce projet n'était plus un fil à la patte, mais une chaîne. On dirait que les piliers du PQ ne vivent pas à notre époque. Ce moment pour l'indépendance est passé. Reviendra-t-il? Peut-être. Pour le moment, c'est condamner les Québécois à perdre un parti articulé autour de la réalité identitaire des Québécois. C'est le seul qui a une pensée valable sur le sujet, sauf que présentement elle est mal adaptée à la réalité. Est-ce que protéger l'identité du peuple québécois passe automatiquement par l'indépendance? Ne passe-t-elle pas surtout par la protection de la langue, de la culture, des façons de faire qui nous sont propres? Les autres partis sont souvent prêts aux concessions multiples et dangereuses. Le PQ à ce niveau sait y faire, mais il ne devrait pas lier son chef à l'article 1.

Les fusions municipales ont créé des remous, mais déjà on réalise que les catastrophes anticipées ne se matérialisent pas, au contraire. Il y a une période d'adaptation inévitable, tout le monde en convient. En santé, présentement, en allant chercher David Levine, le gouvernement Landry offre à la population l'homme le plus compétent qui soit pour faire avancer les choses dans la bonne direction. Sérieusement, je ne pense pas qu'un nouveau gouvernement formé de gens enthousiastes, beaux et pleins de bonne volonté suffira à la tâche. Malgré les problèmes engendrés par une réforme nécessaire, mais vécue en accéléré, il faut dire que l'on ne s'en

sort pas si mal. Enfin, ce que l'on dit souvent de M. Landry: «Il ne pogne pas». Pourtant, nous avons affaire à un Québécois intelligent qui a permis à la plupart des premiers ministres québécois de briller et qui a toujours été au front avec habileté quand ils étaient mal pris.

Méfions nous du style «vedette». Le Parti Québécois a misé sur le charisme de Lucien Bouchard et le PLQ sur l'engouement pour Jean Charest. On voit ce que cela donne. Le PLQ a définitivement un manque d'idées nouvelles et quand il est allé chercher la jeune organisatrice communautaire aux cheveux rouges, c'était plus opportuniste que libéral, malgré le rouge.

Quant à l'ADQ, qu'est-ce que c'est au juste? Un beau jeune homme de notre campagne qui n'a pas peur des mots? C'est cela qui nous impressionne et nous rafraîchit? Sommes-nous en train de servir un avertissement aux deux vieux partis ou sommes-nous à nous convaincre que peu importe le style du changement, il faut que cela change?

Tribune libre

Village multiculturel

Au fait, pourquoi a-t-on donné ce nom au lac des Nations?

Le visage du Québec a beaucoup changé depuis les 50 dernières années. L'accueil d'autres nations parmi nous y a grandement contribué. Alors, pourquoi ne ferait-on pas de ce projet un immense village multiculturel?

Tout le monde sait que ça coûte cher voyager. Ici, notre touriste pourrait voir et l'architecture et les danses et l'artisanat; goûter et les cafés et les vins et les mets; et finalement entendre

la musique traditionnelle de tous les pays qui auraient «pignon sur rue».

Et que dire de Sherbrooke qui aurait son tour guidé de la ville où l'architecture et l'histoire seraient à l'honneur. Il ne manque plus qu'un petit tour de gondole sur le lac à la belle étoile et notre touriste s'endormirait la tête remplie de rêves dans une charmante auberge «italienne», ça va de soi!

Manon Bourque

Ode au Québec

(Lettre en réponse à celle d'Émile Vincent)

L'indépendance du Québec est probablement l'un des sujets les plus tabous à l'heure actuelle. Certains y pensent, mais préfèrent ne pas en parler, d'autres se donnent le droit de juger sans savoir de ce dont ils parlent. Il y en a, comme moi, qui sont passionnés par le sujet et qui ne cessent de croire à l'éventualité de voir naître un jour mon seul et vrai pays.

Avec les années, il est toujours très amusant de voir apparaître de nouvelles raisons pour empêcher la séparation. Il n'y a pas qu'Elvis Gratton qui nous dit que «Le Canada est le plus meilleur pays du monde». Ce n'est pas parce que je suis indépendantiste que je suis bornée, je suis capable de reconnaître que le Canada n'est pas un si mauvais pays, mais depuis que je m'intéresse à l'histoire et à la politique, je sais qu'il n'est pas le mien.

Cependant, qu'on n'essaie pas de me faire croire qu'il s'agit ici d'un havre de liberté! De plus en plus, on tend à contrôler les individus et ce, soit par le fichier «Big Brother» ou encore par les nouvelles lois anti-terroristes. Alors pour le meilleur pays du monde, on passera!

Et puis, l'indépendance ce n'est pas seulement le fait que le fédéral puisse être perçu comme un «méchant démon», c'est aussi une question de cœur, de langue, de culture et d'histoire. Tellement de choses à préserver et à

devoir défendre continuellement face à la mondialisation et la mer anglaise qui nous entourent.

Pour ce qui est de Jean Chrétien, je n'ai qu'une chose à dire à ceux qui croient qu'il est un bon chef d'État et c'est de lire Les Chrétienneries de Pascal Beausoleil. Je suis heureuse de me considérer comme étant une Québécoise, car à plusieurs reprises, j'aurais honte d'être Canadienne!

Je crois plus que tout à l'indépendance du Québec. Dans plusieurs domaines, nous sommes des modèles à suivre, nous n'avons rien à envier aux autres provinces ou pays. Je crois que plusieurs personnes peuvent comprendre les motivations et le désir de cette séparation, mais imaginez ce que serait le Canada sans le Québec? Je crois que cela est beaucoup plus incertain qu'un Québec indépendant hors du Canada. Bien sûr qu'il y a de l'incertitude, mais dans quel domaine il y en a pas?

Restez assis à vous contenter de ce que avez et les choses ne changeront pas, mais comme ce sera sécurisant. Est-ce que nos ancêtres ont fait dans le passé pour bâtir le pays? Se sont-ils arrêtés à l'insécurité afin de ne pas se rendre jusqu'au bout de leurs convictions? Je crois que non...

Vive la liberté. Vive l'indépendance.

Émile Fontaine
Weedon

Merci

Monsieur Maurice Cloutier
rédauteur en chef La Tribune

Monsieur,

La présente est pour vous adresser nos sincères remerciements pour votre présence à la cérémonie d'ouverture officielle du Centre de ressources humaines du Canada pour étudiants (CRHC-É) des Cantons-de-l'Est. Cet événement, qui s'est tenu le 10 mai dernier, a connu un grand succès.

Votre geste témoigne de l'importance que vous accordez à la situation des étudiants(es) de votre communauté et nous sommes fiers de votre engagement auprès de notre relève de demain.

Nous espérons que cette collaboration se poursuive au fil des années et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Éric Boisvert
Agent d'emploi d'été
Centre de ressources humaines
du Canada
pour étudiants (CRHC-É)
de Sherbrooke

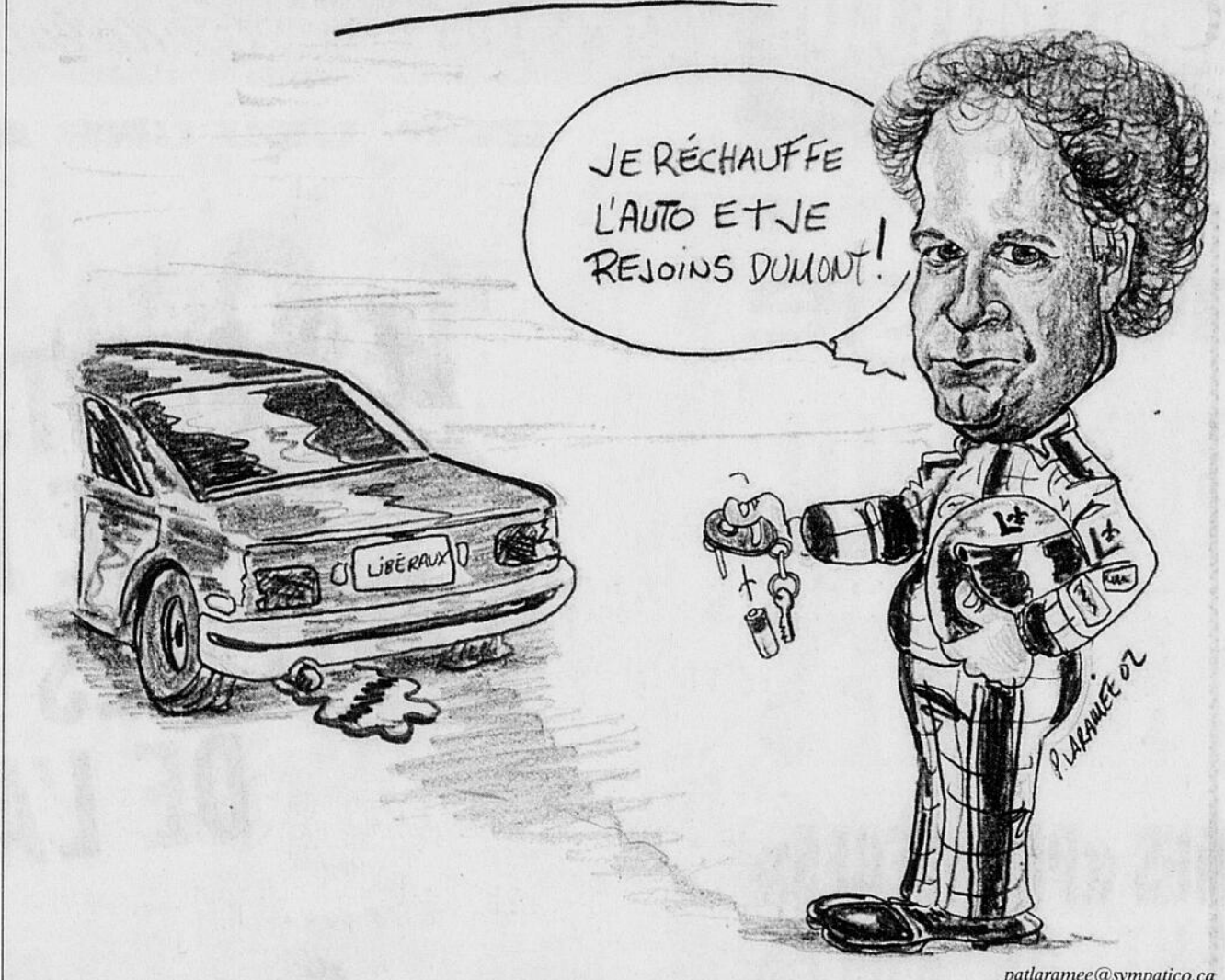
Opinions

VOUS VOULEZ NOUS ÉCRIRE?
redaction@latribune.qc.ca

La Tribune
1950, rue Roy
Sherbrooke, J1K 2X8

Télécopieur 564-8098

L'ADQ PASSE EN TÊTE!



patlaramce@sympatico.ca

Lettre ouverte

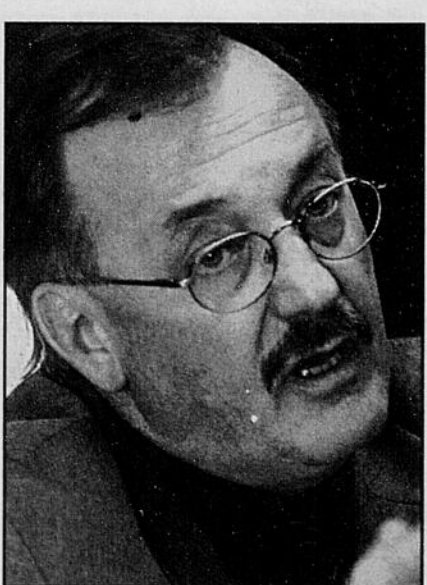
Le sophisme de Vidéotron

La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ne peut laisser sans contrepartie les raccourcis, demi-vérités et allusions par lesquels M. Luc Lavoie, vice-président aux communications chez Quebecor, tente de légitimer un geste injustifié et inacceptable: la vente de 664 techniciens de Vidéotron à Alentron, une filiale de la firme Entourage Solutions technologiques. M. Lavoie n'a de cesse de marteler, depuis quelques semaines, que les employés concernés n'ont pas à s'inquiéter parce que Entourage est une créature du Fonds de solidarité de la FTQ.

Nous nous devons de rappeler à ce dirigeant de Quebecor ce qu'il sait déjà mais omet de dire publiquement. L'entreprise Entourage Solutions technologiques a été créée le 12 février 1996 dans la foulée d'une décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) qui permettait à Bell Canada d'abandonner complètement les 1000 techniciens à son emploi. Le CRTC avait en effet acquiescé à la demande d'autorisation de Bell Canada de céder la totalité du câblage intérieur et des prises téléphoniques à ses clients de résidence.

Si le Fonds de solidarité et le syndicat avaient laissé faire, ces techniciens se seraient retrouvés chez des dizaines de petits entrepreneurs non syndiqués, avec des conditions de travail de beaucoup inférieures et des salaires proches du salaire minimum.

Devant cette possibilité imminente de pertes d'emplois, le Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) a fait appel au Fonds de solidarité pour créer une entreprise



Henri Massé

qui permettrait aux employés visés de conserver leurs emplois et de faire valoir leurs compétences. C'est ainsi qu'est née la firme Entourage Solutions technologiques. L'intervention du Fonds de solidarité était parfaitement compatible avec sa mission de sauvegarder et de création d'emplois. En 1999, le Fonds de solidarité cédait ses actions dans Entourage et Bell Canada en devenant actionnaire minoritaire à hauteur de 25 %.

La mission du Fonds de solidarité est notamment d'investir dans les entreprises québécoises et de leur fournir des services en vue de contribuer à leur développement et de créer, maintenir ou sauvegarder des emplois au Québec. Le Fonds a ainsi contribué, depuis sa création en 1983, à la création ou au maintien de plus de 93 000 emplois dans toutes les régions du Québec. La mission du Fonds ne con-

siste surtout pas à mettre en place des mesures pour faciliter le démantèlement d'une entreprise.

La firme Entourage n'aurait donc jamais vu le jour dans le contexte actuel où Quebecor planifie le démantèlement de sa nouvelle acquisition, Vidéotron. Entourage n'a pas été créée par commodité mais par nécessité. De plus, rappelons que les lois du travail qui permettent aujourd'hui à des salariés, quelle que soit leur juridiction, de transporter chez un autre employeur leurs conditions de travail n'existaient pas à l'époque de la décision du CRTC en 1996. Les techniciens de Bell Canada se retrouvaient ainsi dans un vide de juridiction complet, devant une menace bien réelle de perte de leur emploi sans autre recours.

Comparer aujourd'hui le contexte qui prévalait avec les techniciens de Bell Canada en 1996 à celui dans lequel sont placés aujourd'hui les techniciens de Vidéotron relève, au mieux, d'un manque patent d'information sur les deux situations, au pire, d'une volonté de désinformation éhontée visant à rendre moins ignoble aux yeux du public la supposée vente de 664 techniciens.

N'est-il pas pour le moins étonnant, enfin, qu'une entreprise comme Vidéotron, qui conteste à tour de bras les pratiques de Bell devant le CRTC, veuille confier une part importante de ses activités à une autre entreprise, Entourage, dont Bell contrôle un bloc significatif d'actions? Est-ce cela... la révolution culturelle de Vidéotron?

Henri Massé

L'auteur est président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec et président du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ

Des étudiants en génie partent pour Milwaukee

François Thibeault
fthibault@latribune.qc.ca

SHERBROOKE

Un groupe d'étudiants en génie mécanique de l'université de Sherbrooke se prépare pour un long voyage. À compter de jeudi, le bolide qu'ils ont conçu participera à une compétition en banlieue de Milwaukee, au Wisconsin. À travers de nombreuses épreuves tant techniques qu'esthétiques, le mini-baja de Sherbrooke sera évalué sous toutes les coutures.

Dans leurs regards se lit l'impatience; les agissements des participants trahissent leur nervosité. On le sent bien: le voyage qu'ils entament aujourd'hui sera la concrétisation de nombreux mois d'effort et ils ne veulent surtout pas rater la chance de faire bonne impression.

Certains étudiants n'en sont pas à leur première expérience dans les compétitions de mini-baja. Le pilote pour l'épreuve d'endurance, Jérémie Zuchoski, est le vétéran du groupe. Il participe pour la quatrième année consécutive à l'événement. Son expérience acquise lors des années antérieures lui sera très utile lorsqu'il s'élancera dimanche sur le circuit de motocross spécialement modifié pour recevoir les mini-bajas.

«La force de notre mini-baja est son endurance», affirme Jérémie. Chaque année, le véhicule tout-terrain est rebâti entièrement selon les résultats obtenus lors des années antérieures. Cette année, le véhicule est optimisé pour être rapide, tout en conservant son endurance légendaire. «Nous avons réussi, en remachinant le système d'embrayage, à augmenter la vitesse du véhicule de 5 km/h, soutient Rémi Langlois. Notre mini-baja atteint maintenant 55 km/h.»



Les étudiants en génie mécanique sont bien contents de leur petit bébé. À l'arrière, Jean-Michel Tremblay, Jean-René Rodrigue, Rémi Langlois, Jonathan Lauzier, David Provencher, Jean-Alexandre Lemay, Marc-André Cyr, Loïc Arès et Catherine Talbot. À l'avant, Guillaume Couture et au volant Jérémie Zuchoski. Absent: Marc Vachon.

Une fille dans le groupe

Déjà très peu nombreuses en génie mécanique, les filles le sont encore moins dans le groupe de participants au projet Mini-Baja. Catherine Talbot, responsable de la publicité, explique sa motivation à s'impliquer dans cette aventure. «Le mini-baja est une expérience concrète. Ce petit véhicule nous permet d'appliquer ce que les professeurs nous enseignent. Dans certaines situations, il est même plus formateur qu'un professeur.»

David Provencher abonde dans le même sens. «La population en général affirme que les ingénieurs sont très théoriques, qu'ils ne comprennent rien aux projets réels. Avec un projet comme le mini-baja, notre formation est ainsi améliorée.» Certains membres de l'équipe ont même trouvé un stage coopératif à la suite de leur présence au sein du projet mini-baja. D'autres se sont vu offrir des stages présentant des aspects plus intéressants ou plus formateurs.

Déjà sacrée championne en 1999, l'équipe de l'Université de Sherbrooke tentera de tirer son épingle du jeu face aux quelque 120 universités américaines, brésiliennes et canadiennes qui sont présentes ces jours-ci à Milwaukee. Loïc Arès assure à la population sherbrookoise une bonne performance pour le mini-baja 2002. «Nous devrions terminer en meilleure position que l'an passé. En 2001, le premier baja était arrivé 22e et le second terminait en 30e place.»

Que la lumière soit sur les finances de la Fête du lac

Claude Plante
cplante@latribune.qc.ca

SHERBROOKE

Comme les élus Jean-François Rouleau et Serge Cardin, les internautes estriens désirent qu'on fasse la lumière sur les finances de la Fête du lac des Nations.

C'est presque neuf internautes habi-

tués du site Internet de *La Tribune* sur dix (88 pour cent) qui souhaitent qu'on enquête dans ce dossier ayant fait couler beaucoup d'encre au cours des derniers semaines.

Des 210 participants (du 21 mai à hier) à ce sondage maison de *La Tribune* (www.cyberpresse.ca/tribune), seulement 26 ne considèrent pas qu'on doit faire la lumière dans ce dossier.

Rappelons que l'administration mu-

cyberpresse.ca

www.cyberpresse.ca/tribune

nicipale a mandaté une ressource extérieure dans le but soutenir la relance de l'organisation, et ce malgré les demandes du conseiller Rouleau.

Le dossier continue de retenir l'at-

tention des lecteurs de *La Tribune* et de *Cyberpresse*.

La Fête du lac des Nations est sans contredit un succès populaire dans la région sherbrookoise avec une compétition de feux d'artifice et des spectacles extérieurs d'artistes connus.

Depuis hier, on demande aux internautes estriens s'ils croient possible une percée de l'Action démocratique en Estrie. On sait que le parti de Mario Du-

mont fait belle figure dans les sondages depuis quelques semaines.

Même que l'ADQ promet une chaude lutte dans Sherbrooke avec un candidat connu dans la région.

Rappelons que ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

À PARTIR DE SEULEMENT

2,9%

jusqu'à 24 mois

Tous les moyens sont bons pour réserver sa Jetta

Modèle de base
Quatre coussins gonflables
Banquette arrière rabattable et divisée 60/40
Roues en acier de 15 pouces
Freins ABS
Système audio stéréo à huit haut-parleurs
Système d'alarme antivol et antidémarrage



vw.com

Êtes-vous fait pour Volkswagen? 

*Taux non applicable à la Jetta TDI. Taux de financement à l'achat de 2,9 % offert pour un terme jusqu'à 24 mois. Autres taux de financement offerts : 3,9 % pour un terme jusqu'à 36 mois, et 4,9 % pour un terme jusqu'à 60 mois. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Roues en alliage illustrées offertes en option. Offre valable pour un temps limité chez les concessionnaires Volkswagen du Québec seulement. Et comme la Jetta est si précieuse, nous avons même buriné 25 de ses composantes.

50 ANS
VOLKSWAGEN
CANADA



Volkswagen de l'Estrie

1-800-557-3368

4465, boul. Bourque, Rock Forest

National

Pas de répit malgré le remaniement

Isabelle Rodrigue (PC)
OTTAWA

Le premier ministre Jean Chrétien a tenté de colmater les brèches en remaniant son cabinet, en fin de semaine dernière, mais d'autres fuites ont tout de suite fait leur apparition, laissant présager que le gouvernement n'est pas au bout de ses peines.

Le quotidien torontois Globe & Mail dévoilait, hier, une autre affaire de rapports «perdus» chez Communications Canada. L'agence fédérale n'arriverait plus à retrouver deux rapports produits par Communication Coffin, une firme montréalaise de publicité. Les deux rapports introuvables, qui ont coûté 116 000 \$ au fédéral, avaient pour but d'analyser comment Ottawa avait dépensé 320 000 \$ en publicité lors du Grand Prix de Trois-Rivières et de la course Cascar Supersérie. Habituellement, ce genre de suivi est réalisé gratuitement par les entreprises.

Cet exemple vient s'ajouter aux rapports identiques de Groupaction; au séjour de l'ex-ministre des Travaux publics Don Boudria au chalet du propriétaire du Groupe Everest; à l'étude octroyée sans appel d'offres par l'ex-ministre de la Défense Art Eggleton à son ex-petite amie. Toutes ces affaires ont mis le gouvernement Chrétien dans l'embarras, poussant le premier ministre à poser, dimanche, un geste rapide qui a pris tout le monde par surprise.

Le premier ministre a donc montré la porte à Art Eggleton et imposé une rétrogradation à Don Boudria, mais cette décision sera vraisemblablement insuffisante pour faire taire l'opposition. Bien que les réponses risquent d'être plus difficiles à obtenir, les partis d'opposition ont juré de revenir à la charge, et ce, même si les travaux de la Chambre des communes doivent cesser sous peu pour la période estivale.

Hier, aux Communes, l'opposition a sauté sur ce nouvel exemple, exigeant une fois de plus la tenue



Le nouveau ministre des Travaux publics, Ralph Goodale, a tenté hier de calmer les ardeurs de l'opposition en annonçant un moratoire sur tous les contrats de commandites, le temps d'analyser les critères en place et la procédure.

d'une enquête publique. «Tous les partis insistent pour dire que ça prend une enquête publique pour aller au fond de tout ça (...) Plus les jours avancent, plus les scandales sortent», a souligné le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

«La façon la plus efficace, à court terme, de traiter de ce sujet, sera par voie d'une enquête publique indépendante avec les pouvoirs établis dans la loi (...). On ne peut pas avoir une situation où la possibilité d'actes corrompus peut continuer sans examen juste parce que la Chambre ne siège pas. Ce n'est pas un système sain», a renchéri Joe Clark, chef du Parti conservateur.

Le nouveau ministre des Travaux publics, Ralph Goodale, a tenté de calmer les ardeurs de l'opposition en annonçant un moratoire sur tous les contrats de commandites, le temps d'analyser les critères en place et la procédure. «Ca prendra quelques semaines pour y arriver parce que je veux être consciencieux sur cette question. Entre-temps, je ne donnerai aucune approbation», a déclaré M. Goodale aux journalistes, à sa sortie des Communes.

Son prédécesseur, M. Boudria, avait fait le même type d'annonce au début de l'affaire Groupaction. On avait par la suite appris que le moratoire ne s'appliquait pas aux contrats de publicité et que seulement le ministère des Travaux publics était touché.

S'appuyant sur cet épisode, M. Duceppe n'a pas voulu se réjouir trop vite des déclarations de M. Goodale. «On va voir comment ça s'applique, si ça touche seulement Travaux publics ou tous les ministères (...) Mais s'il met un moratoire, c'est donc dire que ça allait très mal auparavant», a souligné le chef du Bloc.

Interrogé sur les rapports perdus de Communication Coffin, le ministre des Travaux publics a répété que ses fonctionnaires faisaient les vérifications qui s'imposaient. «Je n'ai pas suffisamment d'informations pour faire un commentaire intelligent sur cette question (...) Mais j'ai hâte de connaître le fond de l'affaire», a noté M. Goodale.

Des défis difficiles attendent McCallum

John Ward (PC)
OTTAWA

La nomination de John McCallum au ministère de la Défense, dimanche, a surpris presque tout le monde, incluant l'intéressé lui-même.

L'ex-secrétaire d'Etat aux Finances devra relever des défis difficiles, indiquent les experts politiques: d'abord il n'a pas beaucoup d'expérience en politique et encore moins dans le domaine de la défense, et il ne pourra guère compter sur son sous-ministre pour cette période difficile. Ce dernier n'occupe son poste que depuis deux semaines.

«J'espère que nous apprendrons vite, lui et moi», a déclaré M. McCallum hier, à l'occasion de sa première conférence de presse comme ministre de la Défense.

M. McCallum subira également la pression de l'opposition pour un financement accru des Forces armées canadiennes.



«J'espère que nous apprendrons vite, lui (son chef de cabinet) et moi», a déclaré John McCallum hier, à l'occasion de sa première conférence de presse comme ministre de la Défense.

Pour les experts politiques, la nomination à la Défense de l'économiste de 52 ans représente un choix inhabituel. M. McCallum se trouve à remplacer à pied levé l'ex-ministre Art Eggleton, chassé de son poste dimanche par le premier ministre Jean Chrétien, à la suite d'une affaire de contrat de recherche accordé à une ancienne petite amie.

M. McCallum est titulaire d'un doctorat en économie et a étudié à l'Université McGill de Montréal, à l'Université du Manitoba et à l'Université Simon Fraser, en Colombie-Britannique, avant de devenir économiste en chef à la Banque Royale en 1994. Il s'est ensuite joint aux libéraux et a été élu dans la circonscription torontoise de Markham en 2000.

«C'est un homme très intelligent, c'est évident», affirme le député libéral David Pratt, président du comité des Communes sur la défense.

Du reste, en choisissant M. McCallum, Jean Chrétien a suivi la tradition qui veut qu'un député de Toronto remplace un ministre de la Ville-Reine.

En le nommant à son nouveau poste dimanche, M. Chrétien a parlé «d'un homme bien articulé qui a prouvé sa valeur».

Pour plusieurs, la question est maintenant de savoir si le nouveau ministre pourra amener le gouvernement à investir davantage dans les Forces armées.

«Les problèmes du ministère sont essentiellement d'ordre financier, explique M. Pratt. S'il peut y amener de nouvelles ressources, cela aura un impact très apprécié», dit-il.

allez-y

Bell ExpressVu

Plus de 300 films par mois (incluant SUPER ÉCRAN)
126 autres chaînes de qualité numérique

33\$ seulement /mois*

Bell ExpressVu. Le seul ennui, c'est le retour à la réalité.

1 888 759-3474
www.expressvu.com

Espace Bell FUTURESHOP RadioShack Dumoulin BRAULT & MARTINEAU STEREO

48 \$ Forfait Ultra 7
15 \$ Crédit de programmation par mois pour les 5 premiers mois
33 \$ Prix net du forfait Ultra 7 par mois pour les 5 premiers mois

*Cette offre s'applique seulement aux nouveaux abonnés résidentiels. Le crédit de programmation de 15 \$ par mois, pour les cinq premiers mois, taxes incluses, est applicable à l'un des forfaits Ultra (7,9,12). Les prix, les forfaits, la programmation et l'offre peuvent être modifiés sans préavis. Le prix d'achat du modèle 3100 pour le consommateur est de 199,99 \$ avant taxes et ne comprend pas les frais mensuels de programmation. Désactivation moyennant certains frais et conditions. Plus de détails en magasin.
Bell est une marque de commerce de Bell Canada, utilisée sous licence. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.

Pas de problème sans solution
M. DEMBO
GRAND VOYANT
MEDIUM

Peut résoudre vos problèmes
d'amour, de santé, protection.
Chance ou jeu. Retour de l'être aimé
dans les 96 heures

Désenvoûtement. Examen, concours,
entreprise en difficulté, problèmes familiaux.
Complexe physique ou moral.

(819) 347-2313 discrétion assurée
R.-V., 9 h à 21 h